

LE RENFORCEMENT DE L'EUROPE

Claude MARTIN¹

Après la *cohésion européenne*, objet de la conférence de Timisoara en 2014, le Réseau des Pays du groupe de Vysegrad et l'Université Matej Bel de Banska Bystrica ont inscrit la 21^{ième} conférence scientifique dans la perspective du *renforcement de l'Union Européenne*.

Les interventions publiées à l'issue de la conférence² soulignent les besoins de rénovation de l'espace européen. Elles interrogent la situation économique et entrepreneuriale de l'UE, celle des territoires et des politiques au niveau communautaire, national et régional. Elles posent la question de l'avenir du système universitaire européen. Les représentants de quelques 30 universités européennes et du pourtour méditerranéen ont fait part de leurs travaux sur un sujet ambitieux, traité sans complaisance et fondé sur une connaissance approfondie des facteurs qui influencent le changement.

Rénover les structures économiques et entrepreneuriales

Le premier thème porte sur les entreprises européennes, leurs forces mais aussi leurs faiblesses, les nouveaux risques et défis devant lesquels elles se trouvent et les réponses qu'elles donnent. En 2015, la crise internationale persiste avec ses effets sur l'emploi, aggravés par les problèmes énergétiques et environnementaux. Les entreprises affrontent d'autres défis. Les délocalisations et l'insécurité de l'emploi freinent l'innovation. La mondialisation et l'accès généralisé à Internet font naître de nouveaux comportements. Les espoirs se tournent vers le partenariat, l'entreprenariat, la responsabilité sociale.

La crise économique pose des questions concernant la gouvernance des entreprises : reprise des investissements, capacité d'innovation, recherche de marchés émergents. Indirectement, elle interpelle les agences de notation et leur utilité.

Les signes d'une reprise sont scrutés avec la plus grande attention par les chefs d'entreprises. La faiblesse du dollar, le repli récent des économies émergentes, les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine, l'embargo mis sur certains produits, la chute des cours du pétrole semblent redonner confiance à certains entrepreneurs notamment dans les petites et moyennes entreprises et dans le secteur commercial et des services.

Des stratégies qui paraissaient irréversibles ne font plus recette. La délocalisation intra européenne ou vers des pays tiers n'est plus considérée comme une stratégie de sortie de crise. Elle semble devenue moins fréquente et, surtout, on observe le phénomène inverse, à savoir, le retour d'investissements vers d'anciens états-membres ou vers des pays tiers.

Le principe de concurrence favorise la capacité d'innovation mais en période de crise, il crée une incertitude pour les entrepreneurs et pour les salariés.

Après la crise des *subprimes*, les agences de notation financière ont fait l'objet de critiques de la part des médias et des hommes politiques, à la recherche des responsables de la crise.

De nouveaux facteurs influencent la conduite des consommateurs : l'origine des produits disparaît dans la mondialisation des marques, la concurrence internationale oblige à emprunter

¹ Pr. Emérite Université Pierre Mendès France Grenoble, Président du Réseau des Pays du Groupe de Vysegrad

² *Pour une Europe forte, rénover les structures économiques, entrepreneuriales, politiques, territoriales et éducatives*. Travaux scientifiques du Réseau PGV, sous la direction de Claude Martin et Jana Marasova, Banska Bystrica 2015, Belianum. Vydavateľstvo Univerzity Mateja Bela v Banskej Bystrici, Slovaquie.
ISBN 978-80-557-0921-5

des formes nouvelles pour accéder aux marchés émergent, les clients deviennent conscients des conséquences de leurs achats, le défi écologique suppose une réorientation des structures économiques, politiques et territoriales, l'accès généralisé à Internet change la relation au client.

Aux incertitudes et risques qui affectent le devenir des entreprises, quelques réponses sont avancées. On s'accorde sur le fait que la croissance économique et celle de l'emploi dépendent des soutiens accordés aux entreprises innovantes à travers des formes nouvelles de partenariats et de la place faite à l'orientation entrepreneuriale. On pense également que la responsabilité sociale de l'entreprise n'est pas incompatible avec des objectifs économiques.

Aujourd'hui, le financement de l'innovation et le soutien au développement des entreprises à fort potentiel de croissance peut être facilité grâce à des instruments financiers nouveaux. On s'accorde à reconnaître l'importance de l'orientation entrepreneuriale et de la prise de risque dans la recherche de financement et la capacité à innover.

L'entreprise familiale est un modèle qui joue un rôle inattendu dans la création d'emplois, la contribution au PIB ou dans le développement de la concurrence.

La responsabilité sociale de l'entreprise s'est développée sous l'influence de la crise économique mondiale et du développement durable. Les consommateurs ont une attitude généralement positive à l'égard des entreprises impliquées dans la RSE, pour peu qu'ils en aient une connaissance suffisante. Des états encouragent la culture de la responsabilité, du développement durable, les initiatives à but non lucratif et la transparence de l'information financière.

Enfin, la prise en compte des différences culturelles est devenue un enjeu essentiel. Le management interculturel relie les relations humaines aux compétences.

Rénover les structures politiques et territoriales

Le second thème est consacré aux politiques publiques. L'objectif est de renforcer le projet européen par la création ou l'amélioration d'instruments communautaires, nationaux ou régionaux.

L'Union européenne a défini quatre priorités qui ont fait l'objet d'interventions :

Promouvoir l'emploi

La doctrine européenne semble favorable à la mise en place d'un marché du travail flexible, mais elle est confrontée à des situations contrastées entre des pays d'Europe du Nord où le taux de chômage est très bas et des pays d'Europe du Sud où il atteint des niveaux très élevés.

Harmoniser l'impôt sur les sociétés

Le rapprochement des politiques fiscales est nécessaire si l'on veut lutter efficacement contre l'évasion fiscale et la fraude. Toutefois, l'harmonisation des impôts sur les sociétés est une question qui ne fait pas l'unanimité en raison des effets de concurrence entre Etats.

Mieux protéger l'environnement urbain

Un véritable système de protection de l'environnement urbain ne peut exister sans la participation de tous les citoyens et sans une relation étroite avec les municipalités. L'Union européenne a fixé des objectifs aux états-membres, mais la situation est contrastée entre les pays qui font preuve de bons résultats et ceux qui en sont au début de leur parcours.

Mieux intégrer les travailleurs migrants

La suppression des barrières économiques a contribué à la création d'un marché intérieur sans frontières et donné aux citoyens une liberté de mouvement sur le territoire européen. Néanmoins, le processus d'intégration des travailleurs étrangers doit être revu dans le sens d'une prise en compte de facteurs qui ne sont pas seulement économiques.

Les politiques mises en oeuvre par les états-membres s'inscrivent dans une volonté de développement économique et de cohésion territoriale. Contraintes par les injonctions européennes, parfois contestées par l'échelon régional, elles nécessitent une harmonisation ou un renforcement dans plusieurs domaines :

Marché du travail. Se rapprocher des normes européennes

La doctrine de l'Union européenne tente de concilier deux besoins opposés : flexibilité et sécurité. Cette réforme n'est pas seulement une étape importante dans la mise en oeuvre d'une politique de l'emploi, elle est un moyen de simplifier la législation en réduisant le grand nombre de contrats existants.

Décentralisation des territoires. Réaffirmer les identités locales

Le processus de décentralisation est l'expression de la démocratie dans la mesure où sa mise en oeuvre concerne l'identité des peuples et leur désir de vivre ensemble. De nouveaux cadres territoriaux en faveur de la régionalisation ou de l'intercommunalité se mettent en place progressivement. La question est de savoir si la décentralisation conduira au développement économique, à l'intégration sociale et à l'essor de la vie démocratique.

Soutien aux entreprises. Agir sur le contexte économique

Les Etats misent sur leurs PME pour relancer la croissance et lutter contre le chômage. En contrepartie, les entreprises ont besoin du soutien des politiques budgétaires et monétaires, mais aussi structurelles, déterminant le contexte économique dans lequel elles évoluent.

Infrastructures. Eliminer les disparités régionales

On a tendance à penser que le problème des infrastructures est résolu dans l'UE. En fait, des pays transfrontaliers ayant de nombreux points communs ne parviennent toujours pas à unifier leur développement et éliminer leurs disparités régionales. Beaucoup reste à faire dans le domaine du transport.

Les collectivités territoriales s'efforcent de développer l'attractivité économique régionale dans la continuité des politiques nationales. Fortement dépendantes des influences culturelles et de l'histoire locale, elles n'échappent pas aux problèmes de cohésion sociale et d'urbanisation :

Le territoire entre concurrence, aide publique et cohésion sociale

L'attractivité régionale repose préalablement sur la cohésion. Elle est ensuite fonction de plusieurs facteurs parmi lesquels les investissements directs et les aides publiques. Elle suscite une demande croissante de services.

Améliorer la cohésion économique et sociale régionale est un prérequis dans un marché sans frontière. Or, toutes les régions ne sont pas préparées à affronter la concurrence, alors qu'elles devraient bénéficier de manière égale des opportunités du marché élargi. Il semblerait que toute action de politique régionale ne peut réussir que si elle est soutenue par le pouvoir central.

Les états-membres savent que l'attractivité de leur économie dépend de la façon dont les industries s'intègrent au sein de réseaux et de la façon dont elles se positionnent sur les marchés. Ce processus se vérifie au niveau régional dans le contexte de la décentralisation et des liens qui s'établissent entre régions.

La création et le développement d'entreprises suscite une demande croissante de services en matière de formation, assistance technique, accès au crédit... L'appui des Chambres de Commerce est souvent déterminant dans la fourniture de ces prestations.

Des aides aux PME, destinées à promouvoir la compétitivité et l'innovation existent dans la plupart des pays d'Europe. La question de leur efficacité et de leur répartition par les autorités régionales se pose.

La qualité des services publics doit être revue dans le sens de l'utilité sociale. Ne pas fournir des biens et des services avant de s'assurer qu'ils contribuent à satisfaire des besoins sociaux de type accompagnement social, logement, emploi, santé, culture ou tourisme.

La ville entre modernisation et cohésion

Les villes sont des territoires sur lesquels s'exercent des politiques qui tentent de les accompagner, de remédier à leur déclin, ou de réguler leur développement.

La surpopulation des grandes villes est généralement associée au déclin des zones rurales. Dans certains pays, la capitale capte l'essentiel des investissements. Les petites villes qui exercent un attrait sentimental, sont oubliées dans les schémas économiques.

Ailleurs, le phénomène de dépopulation, s'accroît, entraînant des conséquences économiques, sociales et environnementales qui posent le problème de la revitalisation, en particulier des centres historiques.

Les métropoles obéissent à des hiérarchies définies en termes de rayonnement, de rôle politique et plus généralement de fonctions qu'elles assurent. La transformation des relations entre les grandes villes et leur environnement régional dépend de l'histoire et du rôle que ces villes ont eu jusqu'ici.

L'activité culturelle et créatrice, le retour à l'histoire, la cohésion sociale et les relations villes-entreprises sont des voies d'avenir. L'économie créative apparaît dès lors que les industries de la création et de la culture jouent un rôle dans l'économie locale.

Les villes sont devenues des lieux d'affaires, des centres d'innovation et de culture exprimés par des classements à l'échelle mondiale. Elles sont aussi à l'origine d'une dégradation du capital urbain, c'est pourquoi l'aménagement urbain doit pouvoir gérer avec efficacité les besoins territoriaux, encadrer l'utilisation des sols et des infrastructures.

Transformer les institutions du savoir et de la transmission des connaissances

Dans l'ensemble des institutions éducatives, la conférence a fait le choix de privilégier l'université et les établissements d'enseignement supérieur considérés comme les structures de base de la formation et de la recherche. L'approche évolutionniste met en évidence les caractéristiques d'un modèle de création et de transmission du savoir dans le contexte d'unification de l'Union européenne. Des auteurs s'interrogent sur les changements d'orientation du système universitaire : améliorer le transfert de connaissances, renforcer la citoyenneté européenne et résoudre le problème de l'emploi par la formation et la compétence.

Une rénovation du système universitaire européen semble inévitable.

Dans les différents états de l'Union, l'Université est perçue à la fois comme lieu de création d'un savoir scientifique et comme moyen de transfert à des publics étudiants dispersés sur le territoire national. Ce modèle dual existait en Europe centrale, bien avant la transition. La chute du Mur de Berlin, plus qu'un symbole, a permis aux universités d'Europe de l'Est de s'ouvrir sur leur environnement et de rentrer pleinement dans la communauté européenne et mondiale de la connaissance.

Pour être plus complète, l'analyse du paysage universitaire doit prendre en compte le contexte macro-économique. Le dogme du néolibéralisme qui a gagné l'ensemble des états de l'Union modifie la perception des universités et des établissements d'enseignement chargés de former les nouveaux entrepreneurs qui devront agir sur des marchés globaux, pour des consommateurs globaux. Il s'agit d'une tendance qui oppose le secteur public traditionnellement en position de monopole et le secteur privé où l'éducation devient un marché soumis à la concurrence, au marketing et à la privatisation.

Pour améliorer le transfert de connaissance au sein des universités européennes, il est nécessaire d'harmoniser les systèmes éducatifs et de faciliter les relations entre la recherche et l'industrie. Dans les 28 états qui composent actuellement l'Union européenne, les principales différences portent sur l'existence de niveaux, sur les itinéraires de passage d'un niveau à un autre, sur les structures d'âge par niveaux ... Chaque État adopte ses propres programmes d'études, ses dispositions en termes de validation de diplômes et de droits d'inscriptions. L'harmonisation passe par des programmes d'échanges internationaux et par une coopération université-entreprise plus active.

Les programmes d'échanges interuniversitaires à l'intérieur et hors de l'Europe répondent aux objectifs de l'Union européenne en même temps qu'à l'internationalisation croissante des entreprises. Instruments de la mobilité étudiante, ils jouent un rôle important dans la compétitivité internationale des universités. Pour les pays d'accueil, ils sont le signe de l'attractivité de leur système éducatif. Erasmus, adopté par le Conseil des Ministres de l'Education en 1987, est le premier programme européen qui permet aux étudiants des pays membres d'acquérir une expérience d'apprentissage à l'étranger. Erasmus vise à construire un espace européen de l'enseignement supérieur par la mobilité des étudiants et des enseignants. Cependant, le programme souffre de deux faiblesses bien connues : la faible participation causée principalement par le mode de financement et l'asymétrie des échanges entre mobilité entrante et mobilité sortante.

Les échanges interuniversitaires ont lieu également avec des pays tiers. Ainsi, la coopération universitaire s'est-elle développée depuis les années 2000 entre l'Europe et l'Afrique, notamment l'Afrique du Nord où des universités sont impliquées dans les échanges avec l'Union européenne à travers de nombreux programmes.

Le succès des échanges internationaux n'est pas sans conséquence sur l'image des universités d'accueil. Plusieurs classements ont émergé dans le contexte de la globalisation. Au niveau mondial, ils couvrent une très faible partie des universités et font peu de place aux universités européennes. Des secteurs d'enseignement tels que les sciences sociales et humaines sont sous-représentés. En outre, la domination exercée par la langue anglaise tend à exclure les publications dans d'autres langues. L'Union européenne a décidé de lancer son propre classement au nom d'une approche impartiale, multicritères et d'accès facile.

Les universités, dont on attend qu'elles fournissent des solutions pour l'emploi, sont devenues un véritable enjeu économique. L'employabilité et l'insertion professionnelle sont des objectifs ambitieux et pertinents face aux défis générés par la crise de l'emploi.

L'université réagit ponctuellement par des initiatives destinées à compléter la formation académique par des informations relatives aux compétences. Des outils sont développés avec difficultés malgré les efforts des enseignants. Si l'on veut que l'université réussisse sa mission il est indispensable que l'étudiant s'approprie une démarche révélant ses compétences, démarche qui doit être intégrée à la pédagogie. Un outil comme le *supplément au diplôme* peut favoriser la reconnaissance, la comparabilité et la mobilité.

La question du chômage des jeunes diplômés se pose dans de nombreux pays sans que l'on sache clairement si elle est d'abord la conséquence de la situation économique ou celle d'une défaillance du système universitaire. Parallèlement, la redécouverte des anciens savoir-faire et le retour à l'artisanat représentent parfois une opportunité pour les jeunes.

Les difficultés du système universitaire européen ne sont pas dues, uniquement, aux effets de concurrence. Des malentendus, voire des échecs sont imputables à la difficulté de donner un sens et de communiquer des contenus et des méthodes qui divisent les acteurs du projet éducatif. L'université sera l'instrument privilégié de la rénovation européenne si elle contribue efficacement à l'éducation des futurs citoyens européens. L'un des problèmes récurrents est celui des générations, de leurs attentes et des valeurs qu'elles partagent : celle née entre 1960 et 1980 héritière de la réunification de l'Europe, la suivante née entre 1980 et 1995 contemporaine d'Internet et la dernière, née entre 1996 et 2000 qui a grandi avec la crise économique et les TIC, génération hyperconnectée.

L'Europe d'aujourd'hui ne s'impose pas nécessairement comme un ensemble de valeurs et de principes de la vie citoyenne. L'objectif des éducateurs, parents et responsables universitaires doit être d'améliorer le dialogue entre générations.

Un autre problème que rencontre le système universitaire européen est celui de son contenu et de ses finalités. L'idéal de culture et de savoir qui a caractérisé l'Europe du 19^e et 20^e siècles a disparu progressivement avec la spécialisation et le cloisonnement des disciplines. La connaissance a cessé d'être uniquement fondamentale et théorique, pour être relativisée, évolutive et adaptée aux objectifs économiques, politiques et technologiques des nations.

Le développement d'une culture de l'innovation, orientée vers le changement et la qualité est souhaitable pour permettre à l'université européenne d'améliorer sa position concurrentielle et de sortir de la bureaucratisation excessive dans laquelle elle s'est progressivement enfoncée. La recherche a pris place dans tous les secteurs de la vie et de la matière. Remise en cause de manière permanente, elle semble ne jamais devoir s'arrêter. Les sociétés qui vivent désormais dans le cadre des évolutions technologiques et scientifiques fortement médiatisées ne peuvent s'imaginer sans la recherche, c'est-à-dire, sans un système complexe de relations interdisciplinaires. Ces interactions exigent une variété de méthodes constamment redéfinies qui n'excluent pas la reconnaissance de principes et de règles acceptées par la communauté scientifique : administration de la preuve, contrôle des résultats, droit à l'erreur, communication auprès des chercheurs et de la société dans son ensemble.

Dans ce contexte, des secteurs de la connaissance s'affirment tandis que d'autres sont mis en doute. Ainsi en est-il du sentiment d'incertitude qui caractérise la science économique et du relatif désintérêt qu'elle suscite auprès des étudiants dont on ne sait s'il est dû au contenu et aux méthodes d'enseignement, à un manque de pluralités d'approches ou à la peur des mathématiques.

L'enseignement supérieur dans l'Union européenne est en crise, le modèle de Humboldt est dépassé et difficile à remplacer. Les élargissements successifs de l'Europe semblent se transformer en freins et blocages. L'Union Européenne est confrontée à la bureaucratisation, aux égoïsmes nationaux et aux nationalismes. Les universités européennes ont été distancées par les universités américaines. Le transfert des connaissances vers la pratique économique, inscrit dans la stratégie de Lisbonne et l'accord de Bologne, est un défi difficile à relever.

Au cœur des changements du nouveau contexte, les universités n'ont d'autre choix que de repenser leur place, leurs missions, leurs stratégies ; faute de quoi, à terme, elles courent le risque de n'être plus adaptées et devenir un outil obsolète.

Les universités européennes contribuent à la construction de l'idéal européen depuis des siècles. Avec les révolutions industrielles et les avancées scientifiques et techniques, elles ont élargi leurs domaines d'action, cependant, le projet originel de l'Université n'avance pas au même rythme que la société globale. L'éducation n'est pas une compétence communautaire, elle est compétence des Etats membres. Il en résulte une grande variété de systèmes d'enseignement supérieur en Europe.

L'idéal d'une université homogène, réservé à une minorité d'élite intellectuelle se trouve confronté à un nouveau modèle de diffusion et d'acquisition des savoirs.

Le programme Erasmus est présenté comme le succès le plus marquant qui contribue à diffuser une culture commune européenne. Peut-on penser pour autant que la *génération* Erasmus incarne l'esprit de l'Europe, qu'elle est capable de diffuser la dimension européenne de l'expérience capitalisée lors d'un séjour à l'étranger ? Même si le programme Erasmus met les étudiants européens en contact avec les réalités des pays membres, les détache de leur pays et de leur université, il ne produit pas immédiatement une orientation pro-européenne. Les efforts en faveur de la mobilité étudiante semblent encore insuffisants pour favoriser le changement de climat social de défiance vis à vis de la construction européenne.

THE STRENGTHENING OF THE EUROPEAN UNION

Claude MARTIN

After having tackled the theme of European cohesion in Timisoara in 2014, the Network of the Vysegrad countries group have chosen the theme the strengthening of the European Union for the scientific conference 21st in accordance with Matej Bel University from Banska Bystrica..

Following the Banska conference, the scientific papers which were published all emphasized the need for the renovation of the European area. Their core analyses laid in the economic and entrepreneurial situation of the EU, encompassing territories and policies at the European, national and regional levels. They questioned the future of the European university system. During this event, representatives from around 30 European and Mediterranean universities shed lights on their current research scopes, dealing with ambitious topics, in a sharp and objective way, while showing a thorough understanding of the key factors lying at the heart of changes.

How to renovate the economic and business structures

The first theme focuses on European companies, their strengths but also their weaknesses, the new risks and challenges they face as well as their solutions to them. In 2015, the international crisis is still ongoing, its effects on employment being exacerbated by the energetic and environmental issues. Companies are meeting other challenges: Off shoring and job insecurity which are hampering innovation, globalization and a widespread access to the Internet which are giving rise to new behaviours. Hopes lie in the partnership, entrepreneurship and social responsibility.

The economic crisis raises questions about corporate governance, more particularly about the recovery of investment, the innovation capacity, and the search for emerging markets. Indirectly, it challenges the rating agencies and their usefulness.

Entrepreneurs scrutinize signs of a recovery with the utmost attention. A weak dollar, the recent downturn in emerging economies, geopolitical tensions between Russia and Ukraine, the embargo placed on certain products, falling oil prices seem restore the confidence of some entrepreneurs especially in small and medium enterprises and in the commercial and services sector.

Strategies that seemed to be definitive have been abandoned. The Intra European relocation or relocation to third countries is no longer considered a crisis exit strategy. Anyway, they seem less frequent and, especially, the opposite phenomenon is observed, namely, the return of investment towards member states or third countries.

The principle of competition fosters innovation capacity but in times of crisis, it creates uncertainty for entrepreneurs and for employees.

After the subprime crisis, the media and politicians in search of those responsible for the crisis have criticized rating agencies.

New factors influence the behaviour of consumers: the origin of products disappears in the globalization of brands, international competition makes necessary to use new ways to access the emergent markets, customers become aware of the consequences of their purchases, the ecological challenge presupposes a reorientation of economic, political and territorial structures, widespread access to the Internet changes the relationship to the customer.

Concerning the Uncertainties and risks that affect the future of business, some answers are advanced. There is an agreement on the fact that economic growth and employment depend on the support granted to innovative companies through new forms of partnerships and the place given to entrepreneurial orientation. It is also thought that corporate social responsibility is not incompatible with economic goals.

Today, finance innovation and the supporting the development of high growth potential businesses can be facilitated through new financial tools.

The importance of entrepreneurial orientation, risk-taking in research funding and the ability to innovate are recognized

The family business is a model that plays an unexpected role in job creation, in its contribution to GDP or in the development of competition.

The company's social responsibility has been developed under the influence of the global economic crisis and sustainable development. Consumers have a generally positive attitude towards companies involved in CSR, provided they have sufficient knowledge. The States encourage the culture of responsibility, sustainable development, non-profit initiatives and transparency of financial reporting.

Finally, taking into account cultural differences has become a key issue. Intercultural management connects the human relations to the skills

Renovating the political and territorial structures

The second theme is dedicated to public policies. The objective is to strengthen the European project through the creation or improvement of European, national or regional instruments.

The European Union has defined four priorities, which were at the core of the presentations:

Promoting employment

The European doctrine seems to favour the establishment of a flexible labour market, but faces contrasting situations between countries of Northern Europe where the unemployment rate is very low contrary to Southern European countries where it has reached very high levels.

Harmonizing the corporation tax

The tuning of fiscal policies is needed if we are to effectively fight against tax evasion and fraud. However, the harmonization of corporate tax has become a controversial issue because of the effects of competition between states.

Better protecting the urban environment

A true urban environmental protection system can not exist without the participation of all citizens and without a close relationship with municipalities. The European Union has set targets for member states, but the situation varies between the countries that show good results and those that are early in their course.

Better integrating migrant workers

The removal of economic barriers has contributed to the creation of an internal market without borders and given to citizens their freedom of movement within the European territory. Nevertheless, the foreign workers integration process should be reviewed in order to take into account economic but not only.

The policies implemented by the member states involve economic development/growth and territorial cohesion. Constraints imposed by the European procedure, sometimes challenged at the regional level, require harmonization or to be enforced into several areas:

The labour market. Moving closer from European standards

The doctrine of the European Union tries to reconcile two opposing needs: flexibility and security. This reform is not only an important step in the implementation of employment policy, but also a way of simplifying the legislation by reducing the large number of existing contracts.

Decentralization of the Territories. Reaffirming local identities

The decentralization process is a translation of democracy in so far as its implementation concerns the identity of peoples and their desire to live together. The New territorial frameworks for regionalization and for intercommunality are being gradually implemented. The question is whether decentralization will lead to economic development, to the social integration and to the growth of democratic life.

Business support. Action on the economical environment

The States rely on their SMEs to boost growth and to fight against unemployment. In return, companies need the support of fiscal and monetary policies but also structural ones which will determine the economic context in which they operate.

Infrastructure. Eliminating regional disparities

We tend to think that the problem of infrastructure has been solved in the EU. In fact, cross-border countries with many similarities are still struggling to unify their development and eliminate their regional disparities. There is still much to do in the field of transport.

Local authorities are working to develop the regional economic attractiveness in the continuity of national policies. Being highly dependent on cultural influences and local history, they are not immune to the problems of social cohesion and urbanization:

The territory between competition, public aid and social cohesion

The regional attractiveness relies first on cohesion. Secondly it is a play of several factors including direct investments and state funding. Finally, this attractiveness is creating a growing demand for services.

To improve the regional economy as well as social cohesion is a prerequisite in a borderless market. However, all regions are not prepared to face competition whereas they should equally benefit from the expanded market opportunities. It seems that any regional policy action can only succeed if it is supported by the central government.

The member states know that the attractiveness of their economy depends on how industries are integrated into networks and how they are positioning themselves on the markets. This process is checked at regional level in a context of decentralization and regional links.

The creation of businesses and their development creates a growing demand for training services, technical assistance, access to credit ... The support of Chambers of Commerce is often decisive in providing these services.

In most European countries, the Aid to SMEs to promote competitiveness and innovation has been put into place. Yet the question of their effectiveness and their distribution by regional authorities is still topical.

The quality of public services should be reviewed according to social utility. One should not provide goods and services prior before being sure they contribute to meeting the social needs such as social support, housing, employment, health, culture and tourism

The city between modernization and cohesion

Cities are also territories for which policies try to accompany them, to struggle against their decline, or to regulate their development.

The overpopulation of large cities generally goes together with the desertification of rural areas. In some countries, capital captures the major part of investments. The small towns, be they sentimentally attractive, are but absent from economic patterns.

Elsewhere, depopulation has been increasing, resulting in economic, social and environmental consequences that pose the problem of revitalization a particularly vivid issue for historical centres.

The Metropolises are subject to hierarchies defined in terms of radiation, of political role and more generally of functions. The Transformation of relations between the large cities and their regional environment depends on history and on the role that these cities have had so far.

The future path to follow would be the introduction of cultural and creative activities, the search for historical roots, social cohesion as well as the promotion of cities-company relations. Creative economy appears when creative industries and culture are playing a key role in the local economy.

Cities have become centres for business, innovation and culture, which are being worldwide ranked. But they may also be under dereliction. Hence the need for an effective urban development according to territorial needs, in order to supervise the land use as well as facilities.

Transforming learning institutions and transmitting knowledge

Among all the relevant educational institutions, the conference chose to focus on university and higher education institutions by considering them as the basic structures for training and research. The evolutionary approach highlights the characteristics of a model of creation and transmission of knowledge within the unification of the European Union. Some authors have been questioning the policy changes of the university system along the following issues: how to improve the transfer of knowledge, to strengthen the European citizenship and to solve the problem of employment through training and competence.

A renovation of the European university system seems to be unavoidable.

In the different states of the Union, the University is perceived as both a place of creation of scientific knowledge and of transfer to students who are scattered on the national territory. This dual model has existed in central Europe, well before the transition. The fall of the Berlin Wall, which was more than a symbol, allowed universities of Eastern Europe to open up to their surroundings and to return fully into the European and global knowledge community.

To be more comprehensive, the analysis of the university landscape should take into account the macro-economic context. The dogma of neoliberalism extended to all EU states changes the perception of universities and educational institutions. They are now responsible for training new entrepreneurs who need to act on global markets for global consumers. This trend opposes the public sector, which is traditionally monopolistic to the private sector when education becomes a market subject to competition, to marketing and to privatization.

To improve the knowledge transfer into European universities, it is necessary to harmonize education systems and to facilitate the relations between research and industry. In the 28 states that currently make up the European Union, the main differences relate to the existence of levels, ways of going from one level to another, the age structures by levels ... Each State shall adopt its own curricula, its provisions in terms of validation of qualifications and its registration fees. The harmonization requires more international exchanges programs and more active university-enterprise cooperation.

The inter-university exchange programs within and outside Europe meet both the objectives of the European Union and the ones of the growing internationalization of companies. Student mobility is playing a key role in the international competitiveness of universities. For host countries, they are the sign of the attractiveness of their education system. The Council of

Ministers of Education adopted the Erasmus programme in 1987. It was the first European program that allows students from member states to gain experience in foreign countries. Erasmus seeks to build a European area of higher education through the mobility of students and teachers. However, the programme suffers from two well-known weaknesses: the low turnout caused which is mainly caused by the financing and asymmetry of trade between incoming mobility and outgoing mobility.

The inter-university exchanges are also taking place with third countries. Thus, university cooperation has been developed since the 2000s between Europe and Africa, including North Africa, where universities have been involved in numerous programs of exchanges with the EU.

The success of international trade is not without consequences for the image of the host universities. Several rankings have emerged in the context of globalization. Globally, they cover a very small part of universities and make little room for European universities. The educational sectors such as social sciences and humanities are under-represented. In addition, the dominance of the English language tends to exclude publications in other languages. The European Union has decided to launch its own ranking in the name of an impartial and multicriteria approach, with an easy access.

Universities are expected to provide solutions for employment. So, they become a real economic challenge. Employability and professional integration are ambitious and relevant objectives in regard to the challenges generated by the jobs crisis.

The university promptly responded with initiatives to supplement academic training with information on skills. Despite the efforts of teachers, the design of tools has been difficult. If we want the University to succeed its mission it is essential for the student to be committed in a process which will reveal his skills, an approach which should also be part of the knowledge transfer. A tool such as the diploma supplement can encourage recognition, comparability and mobility.

The issue of graduate unemployment concerns many countries. Yet the cause for this trend are remaining difficult to identify be it the economic situation or a failure of the university system. At the same time, the rediscovery of ancient knowledge and the return to craftsmanship sometimes represent an opportunity for young people.

The difficulties of the European university system are not due solely to the effects of competition. Misunderstandings or failures also lie in the difficulty to reveal and to communicate the contents and methods. It divides the actors of the educational project. The university will be the main instrument of the European renovation if it contributes effectively to the education of future citizens. A recurring problem is caused by generation gaps, their different expectations and values: the generation born between 1960 and 1980, heir to the reunification of Europe, the second, born between 1980 and 1995 under the rise of Internet, and the last one, born between 1996 and 2000 who grew up with the economic crisis and ICT, hyper connected generation (the digital generation).

Today's Europe is not perceived as a set of values and principles for the civic life. The goal of educators, parents and university officials must be to improve the dialogue between generations. Another problem facing the European university system is its content and aims. The ideal of culture and knowledge that characterized Europe in the 19th and 20th centuries has gradually disappeared with the specialization and compartmentalisation of subjects. Knowledge has ceased to be only theoretical and fundamental, to become relative, scalable and tailored to the economic, political and technological objectives of nations.

The development of a culture of innovation, change- and quality oriented is desirable to allow the European university to improve its competitive position and forget the excessive bureaucratization in which it has gradually fallen. Research took place in all sectors of life and

matters by endlessly questioning, never seeming to stop. Companies that now live in the context of technological and scientific developments, which are highly publicized, cannot imagine themselves without research, and without a complex system of interdisciplinary relationships. These interactions require a variety of constantly redefined methods that do not exclude the recognition of principles and rules accepted by the scientific community: the demonstration of evidence, control of results, trial and error, communication among researchers and society as a whole.

In this context, some sectors of knowledge are recognized while others are not. The feeling of uncertainty in economic science and the relative lack of interest it generates among students may result from the content, the teaching methods, the lack of different approaches or the fear of mathematics.

Higher education in the European Union is in crisis, the Humboldt model is outdated and difficult to replace. Successive enlargements of Europe seem to turn into brakes and blockages. The European Union is facing bureaucratization, national egoism and nationalism. European universities are behind the American universities. The transfer of knowledge into economic practice, enshrined in the Lisbon Strategy and the Bologna, is a difficult challenge.

At the heart of the changes of the new context, universities have no other choice but to rethink their places, their missions, strategies; Otherwise they will eventually run the risk of being ill-adapted and obsolete.

For centuries European universities have contributed to the construction of the European ideal. With the industrial revolution and the scientific and technical advances, they have expanded their areas of action. However, the original project of the University does not move at the same pace as the whole society. Education is not a Community competence; it belongs to the Member States responsibility. This results into a wide variety of higher education systems in Europe.

The ideal of a homogenous university dedicated to a minority of elitist intellectuals is currently challenged by the spread of a new model of knowledge transfer.

The Erasmus programme has been presented as the most significant success in so far as it is helping to disseminate a common European culture. Yet does the Erasmus generation embody the spirit of Europe being then able to diffuse European dimension of experience it has acquired while staying abroad? Although the European Erasmus programme puts students in touch with the realities of the member countries, detaches them from their country and their university, it does not immediately triggers a pro-European orientation. The efforts for student mobility seem to be too weak to promote significant social changes into the social climate of distrust regarding the building of Europe.